

Synthèse du CAFÉ PHILO du mercredi 27 janvier 2016 à L'Entracte: peut-on encore prendre des risques pour défendre une cause?

D'emblée l'exemple a été pris d' E. Zola, prenant position pour Dreyfus dans "J'accuse" au détriment peut-être de sa carrière, de son entrée à l'Académie Française etc. Qui aujourd'hui est prêt à se "sacrifier" pour les autres, à défendre une cause gratuitement? Son efficacité dépendait aussi de sa notoriété, du pouvoir qu'il pouvait exercer sur le peuple.

Michel Onfray est cité, publiant à l'étranger un essai critique sur l'Islam car, dit-il, aucun débat serein n'est plus possible en France sur ce sujet. Ne se victimise-t-il pas lui-même toutefois? Faut-il vraiment être suffisamment "connu" pour défendre une cause? Faut-il pour être efficace avoir un pouvoir notamment médiatique à notre époque? Ce clivage entre les personnes selon qu'elles jouissent ou non de cette notoriété paraît dérangeant.

Des résistants, par exemple, se sont positionnés au péril de leur vie. Certains sont contraints de quitter leur pays pour défendre une cause, celle de liberté(ex.de guerre d' Espagne). Chacun, dans ces conditions prend le risque de choisir son propre positionnement, de partir ou de rester... Dans un grand nombre de pays, des opposants au régime politique sont en prison.

Tout engagement au service d'une cause comporte-t-il une prise de risque gratuite pour les autres? Les militaires par exemple défendent une cause; mais ne s' agit-il pas, plus que d'une prise de risque, d'un engagement personnel qu'ils se doivent d'assumer jusqu'au bout? La réponse à certaines vocations constitue en même temps qu'un "sacrifice" la condition de la réalisation de soi ou d'un épanouissement personnel. C'est le cas , par exemple, de l'abbé Pierre, de mère Térésa ou même de Coluche instaurant les "restos du coeur". Certains métiers engagent à prendre des risques mesurés, factuels; la pratique de sports extrêmes comporte une prise de risque. Mais ne faut-il pas distinguer "risquer sa vie" et "prendre des risques"?

Les actions individuelles, ordinaires, ne peuvent-elles pas, d'autre part, faire "boules de neige"? Les associations jouent un rôle dans la société. Le SEL par exemple, permet de s'engager autrement en construisant des systèmes d'échange qui s'étendent grâce à des réseaux et des groupes devenant plus institutionnels.

Dès lors, est-il bien utile de prendre des risques? Cela en vaut-il vraiment la peine et n'est-il pas plus utile finalement de se préserver et d'agir autrement? Alors, de quels risques, de quelles causes est-il question?

Y-a-t-il de bonnes causes et de mauvaises causes? Peut-on comprendre qu'on risque sa vie pour Daesh? Cet engagement fondé pour nous sur l'injustice et la haine bouscule nos valeurs. Mais s'agit-il vraiment d'une cause à défendre ou d'un embrigadement au service d'un pouvoir?

La liberté de défendre une cause politique semble compromise par l'idée que nos choix "libres" sont en fait "récupérés", notamment par une culpabilisation imposant d'emblée la "bonne" position; ce qui contribue à la "décrédibilisation" de la vie politique.

Selon la chanson de Guy Béart: "le premier qui dit la vérité doit être exécuté"; car il bouscule la pensée imposée, dérange l'ordre établi.

Ce fût le cas du premier philosophe, Socrate, accusé entre autres de "corrompre la jeunesse" parce qu'il "dialoguait" sur la place publique pour démasquer les faux savoirs , remettre en question les préjugés et inciter ainsi à la réflexion, mettant parfois en difficulté ceux qui se reposaient sur leurs certitudes et sur leurs pouvoirs. Condamné à mort, Socrate refusa de s'évader et préféra boire la ciguë plutôt que de vivre en renonçant à rechercher la vérité, à partager sa réflexion avec ses concitoyens. Depuis plus de 25 siècles , des philosophes tentent de poursuivre cette démarche socratique.

Quelles sont les causes à défendre? Chacun a une cause qui le touche et qui n'est pas essentielle pour un autre. Ce peut être la politesse, la cause des femmes battues, l'écologie, la famille, l'égalité de l'homme et de la femme, la défense des libertés etc. mais tout combat amène à se faire "étiqueter", ce qui comporte déjà une part de risque.

Prendre des risques? On ne mesure pas nécessairement les conséquences de son engagement. Notre

point de vue peut évoluer, être revu. La réflexion risque de provoquer le doute. Certaines valeurs ne sont-elles pas remises en cause? Certes les valeurs doivent être défendues en tant que valeur. Elles ont la légitimité d'être là. Mais leur application reste problématique. L'exemple est pris de nos valeurs "liberté, égalité, fraternité", qui n'empêchent pas que certains "réfugiés" soient dissuadés de venir en France.

La laïcité défend la cause de la liberté publique. Doit-on accepter, par exemple, d'aménager des horaires de piscine compatibles avec certaines valeurs de l'Islam (éviter la mixité)? Laissera-t-on alors un groupe imposer "sa liberté" à tous? Le refus de cet aménagement ne s'exposera-t-il pas, par ailleurs, à l'accusation d'intolérance? S'agit-il alors d'une perversité de la réflexion ou d'une sorte d'"immobilisme" face à ce qu'il est interdit de dire, voire même de penser?

Car une forme de "dictature de la pensée" est justifiée par un discours sur "la complexité" des choses, telle que nous serions incapables de les comprendre. On se heurte alors au risque que notre engagement n'ait pas de sens, que nous n'aboutirons à rien. On se cogne contre les murs. On dérange.

Exemple du syndicalisme, dont le fonctionnement comporte des obscurités; comparaison avec l'Allemagne où la négociation est davantage privilégiée; exemple aussi de la multiplicité des textes de loi qu'il est très difficile d'affronter; et des institutions, comme l'enseignement ou les hôpitaux, qui préfèrent parfois ne pas reconnaître les problèmes pour "ne pas faire de vagues", ce qui n'est guère compatible avec la défense d'une cause.

Sommes-nous dans une société du bien-être entraînant une perte de la conviction ou de la force de faire les choses? L'exigence du "pragmatisme" face au pouvoir de l'économie, de l'efficacité à court terme, laisse-t-elle encore une place à la défense des valeurs? La parole individuelle n'est-elle pas noyée dans le flot, dévalorisée paradoxalement dans notre démocratie? N'apparaît-il pas même présomptueux de croire que nos valeurs sont justes ou vraies? Le relativisme des valeurs n'est guère favorable au risque d'un engagement individuel, à la défense "gratuite" d'une cause. Face à cette crise de l'universalité des valeurs quelle cause peut-elle encore être défendue?

Le film "La loi du marché" semble bien illustrer la soumission des individus à ce réseau de règles apparemment faites pour le bien de tous et qui en réalité lamine, amollit leur liberté, voire les rejette et les humilie. Même les causes "de bon sens" (exemples pris dans la vie des communes, la distribution de subventions...) ne sont plus défendues.

Le risque est donc de se laisser étouffer, de laisser étouffer ses valeurs, d'être enlisé dans une société confortable et conformiste. Risque de ne plus prendre de risques, car il n'y a pas de liberté sans prise de risque y compris dans notre société de bien-être consumériste.

Le pire serait, non de mourir pour une cause, mais de mourir à soi-même en renonçant à ses convictions, ce qui constituerait une perte d'identité.

Référence au film "Welcome". Pourquoi ne fait-on rien pour la défense de l'"humanité"?

Sommes-nous saisis de torpeur, notre pensée est-elle anesthésiée?

Référence au "Discours de la méthode" de Descartes, distinguant ceux qui se pensent au-dessus des autres et prennent le pouvoir, de ceux qui n'osent pas s'exprimer et se laissent dominés; à quoi bon se donner la peine de penser? Le "bon sens", pourtant, c'est-à-dire la raison, est "la chose la mieux répartie". Tout le monde en est pourvu.

Que faire pour se réveiller ou se redresser? Ne plus nous sentir "assommés" alors même que nous cherchons à nous informer, à réfléchir?

Les causes à défendre sont multiples (du voisin en difficulté, à l'aide aux migrants...), mais on se sent démuni, impuissant, "coincé", malgré nos sentiments de révolte ou d'indignation. Il semble que la société dénature notre projet initial lorsque nous nous engageons, nous opposant la complexité des choses et donc notre inutilité.

Cette discussion aboutit à proposer pour la prochaine rencontre de réfléchir au rapport de l'individu et du groupe.